

# N'EN JETEZ PLUS, LA COUR EST PLEINE!



Depuis quelques semaines, il ne se passe pas une journée sans que je lise dans la revue de presse que je reçois à titre de président de l'Association médicale du Québec des lettres d'opinion au sujet de ce qu'il est convenu d'appeler les affaires Bolduc, Barrette et Couillard. Qu'elles soient rédigées par des professionnels, des cols bleus ou d'ex-ministres, ces lettres d'opinion sont le miroir de la grogne de la population qui met tous les médecins dans le même panier. La

perception que les médecins reçoivent de gros salaires, privant ainsi le ministère de la Santé et des Services sociaux d'une large partie de son budget de fonctionnement et, par le fait même, qu'ils sont la cause de l'état critique de notre système de santé est généralisée. Le capital de sympathie envers la profession médicale est à son plus bas et est nullement propice à un dialogue constructif pour rétablir la situation.

Ce constat négatif qui ternit la réputation des médecins ne reflète pas la réalité. Il ne faut pas généraliser des cas d'exception. Lors des rencontres et des visites que mes fonctions de président de l'AMQ m'amènent à faire, je vois très souvent des médecins passionnés, dévoués, qui ont à une pratique clinique optimale pour le mieux-être de leurs patients tout en respectant notre système public de santé.

Par contre, cette grogne populaire n'est pas sans fondement. Les Québécois sont invités à participer à l'effort de redressement des finances publiques en se serrant de plus en plus la ceinture. Le gouvernement Couillard annonce un prochain budget qui demandera encore plus de sacrifices de leur part.

En retour, il est normal que les citoyens veuillent avoir accès aux services auxquels ils sont en droit de s'attendre et que les fonds publics soient utilisés à bon escient, surtout dans le contexte où la population vieillissante fait de la santé sa priorité n° 1. Pourtant, ils lisent dans les journaux que l'accessibilité aux soins de santé ne s'est pas améliorée nonobstant l'investissement de l'État. Malgré une hausse de la rémunération des médecins, les rapports indiquent que la productivité a diminué. Le rattrapage salarial qui est sur la table correspond à 90 % des efforts financiers demandés au réseau de santé.

D'un côté, la réputation de tous les médecins est mise à mal car on généralise des cas d'exception. De l'autre, les contribuables en ont assez de payer pour un système de santé qui n'est pas à la hauteur de leurs attentes. Des deux côtés, on crie «N'en jetez plus la cour est pleine!»

Nous n'avons plus le choix. La profession médicale doit donner un sérieux coup de barre pour redresser la situation et dans les plus brefs délais. Elle doit remplir son contrat social qui est de faire des intérêts des patients sa priorité. Notre profession est menacée et nous devons faire preuve de leadership si nous voulons que la situation change.

La profession médicale doit se livrer à une introspection. Le commissaire à la santé et au bien-être

procède actuellement à une vaste étude sur la rémunération. L'AMQ, à titre d'organisme neutre, participe à cette analyse des données probantes et des meilleures pratiques tant pour les médecins que pour le bénéfice de la population en général.

D'autres aspects de la pratique médicale peuvent être mis à contribution pour permettre une meilleure utilisation des fonds publics. Le nombre impressionnant de participants au 1<sup>er</sup> Symposium québécois sur le surdiagnostic, organisé par l'AMQ en avril dernier, prouve que les médecins sont prêts à poser un regard critique sur les façons de faire de notre profession.

Mais ce ne sont que les premiers pas. Nous devons aller encore plus loin dans notre réflexion et dans nos actions. À titre de président de l'Association médicale du Québec, je propose la tenue d'états généraux sur la profession médicale. Cette assemblée permettra un débat ouvert et en profondeur sur les vrais enjeux de notre profession afin de redresser la situation et de rétablir la confiance des contribuables envers les médecins. C'est en se concertant lors de ces états généraux que les médecins pourront provoquer les changements nécessaires afin que la population ait accès aux meilleurs soins qu'il soit pour sa santé collective.

L'Association médicale du Québec maintient son leadership quant à l'avenir de la profession et je m'engage à collaborer activement à l'organisation de ces états généraux.

Le président,

**Laurent Marcoux, M.D., M. Sc.**  
Association médicale du Québec